

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

Rouen, le 30/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DECLERCQ St Martin le Gaillard**

Lieu-dit sous le bois du tost  
76260 ST MARTIN LE GAILLARD

Références : UDRD.2022.05.CD.44.EG.BrJ

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/05/2022 dans l'établissement DECLERCQ St Martin le Gaillard implanté Lieu-dit sous le bois du tost 76260 ST MARTIN LE GAILLARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECLERCQ St Martin le Gaillard
- Lieu-dit sous le bois du tost 76260 ST MARTIN LE GAILLARD
- Code AIOT dans GUN : 0005804407
- Régime : Autorisation

Carrière de marne autorisée par arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 pour une durée de 25 ans.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification par sondage des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2020.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Aménagements préalables	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.1.3	/	Mise en demeure, respect de prescription, + demande 2022-05/02

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 1.5.3 & 8.1.5 (2ème alinea)	/	Demande 2022-05/01
Mesures évitement/réduction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.6	/	Demande 2022-05/03
Remise en état carrière	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.4	/	Demande 2022-05/04

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Commission Locale de Concertation et de Suivi	Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article 2.8	/	Sans objet
Dérivation des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 4.4	/	Sans objet
Bruit	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 6.3	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.1.2	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.3.3.2	/	Sans objet
Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.7	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés le jour de la présente visite, l'inspection propose à monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant pour l'écart réglementaire majeur ci-après :

Écart réglementaire majeur n°1 : Il n'existe pas de clôture autour du site, empêchant l'accès notamment à la partie haute du front de taille. --> L'exploitant met en place, au plus tard avant le 31 août 2022 et avant toute reprise de l'exploitation de la carrière, une clôture sur l'ensemble du périmètre autorisé. Un merlon peut être édifié en lieu et place de la clôture au niveau du carreau de la carrière, pour délimiter la partie anciennement exploitée du périmètre autorisé par arrêté du 24 novembre 2020. Pour mémoire, la clôture doit être réalisée en grillage de couleur neutre (vert foncé ou en acier galvanisé) à maille rectangulaire sur poteaux bois de type agricole ou métalliques de la même couleur que le grillage (pas de treillis soudé ou renforcé).

Dans l'attente de la pose de cette clôture, l'exploitant met en place, à titre de mesure conservatoire, un dispositif sous sa responsabilité sur tout le pourtour de la marnière et suffisamment éloigné du front de taille (avec une distance a minima de 5 mètres) de manière à éviter tout accès et chute de personne ou d'engin agricole. Des pancartes sont également apposées pour signaler le danger de chute aux abords des zones dangereuses.

L'inspection formule par ailleurs les 4 demandes suivantes :

Demande n° 2022-05/01: L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois, l'acte de constitution des garanties financières pour la première période quinquennale (2020-2025).

Demande n° 2022-05/02 : L'exploitant balisera, au plus tard sous un délai de deux mois, les stations d'espèces invasives installées sur le front de la marnière et procédera à leur élimination. La terre devra notamment être extraite sur une profondeur suffisante permettant de garantir l'extraction totale des rhizomes et racines.

L'inspection rappelle qu'il est possible de brûler les espèces invasives sur le carreau de carrière (pour éviter leur dissémination) sous réserve que l'annexe 2 à l'arrêté du 21 juillet 2020 (pris en application de l'article 84 du règlement sanitaire départemental de la Seine-Maritime, fixant de manière temporaire et dérogatoire les conditions dans lesquelles les déchets verts issus de la gestion sur les espaces naturels des plantes exotiques envahissantes peuvent être brûlés dans le département de la Seine-Maritime) soit complétée et transmise au préalable à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 76).

Demande n° 2022-05/03 : L'exploitant met en place, au plus tard sous un délai d'un mois, des procédures spécifiques pour limiter la dispersion des espèces exotiques envahissantes présentes au sein du site et éviter l'introduction d'autres espèces ou de nouvelles stations sur l'ensemble des emprises de la marnière, dont a minima une mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante (via notamment l'arrachage spécifique pour lutter contre leur éventuelle dissémination).

Demande n° 2022-05/04 : L'exploitant évacuera, au plus tard sous un délai d'un mois, les matériaux extérieurs stockés sur le site de la carrière.

6 observations sont par ailleurs formulées dans le rapport. Il appartient à l'exploitant de prendre les mesures appropriées pour y remédier. Ces points pourront faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite.

## **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 1.5.3 & 8.1.5 (2 <sup>ème</sup> alinea)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.5.3 : Avant le début de l'exploitation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 ;</li> <li>• la valeur datée du dernier indice public TP01.</li> </ul> Article 8.1.5 (2ème alinéa): Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de la constitution des garanties financières conformément à ce que demande l'article 1.5.2 du présent arrêté préfectoral.
<b>Constats :</b> L'exploitant a remis à l'inspection, le jour de la visite, un courrier de la banque attestant avoir pris en compte la demande de garantie financière pour la première période quinquennale (2020-2025) d'exploitation de la marnière, d'un montant de 4 679 €. Ce courrier ne vaut pas toutefois attestation de constitution des garanties financières alors que l'exploitation de la carrière a débuté en janvier 2022.
<b>Demande n° 2022-05/01:</b> L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai d'un mois, l'acte de constitution des garanties financières pour la première période quinquennale (2020-2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Commission Locale de Concertation et de Suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, CLCS
<b>Prescription contrôlée :</b> Une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site est instituée. Cette commission se réunit, à l'initiative de l'exploitant, après 1 an d'exploitation puis tous les 3 ans et peut se réunir sur la demande d'un de ses membres.  Sa composition est, au minimum : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un représentant de l'exploitant,</li> <li>• des représentants des élus locaux,</li> <li>• des représentants des riverains (les plus concernés) et des associations locales,</li> <li>• les propriétaires des terrains ou leurs représentants,</li> <li>• un représentant de l'inspection des installations classées.</li> </ul> L'exploitant dresse, à l'occasion de chaque réunion de la commission locale de concertation et de suivi, un bilan de l'avancement de l'exploitation et du réaménagement, ainsi que les conclusions du suivi floristique et faunistique.
<b>Constats :</b> Aucune Commission Locale de Concertation et de Suivi du site n'a encore été tenue comme l'exploitation de la carrière n'a débuté qu'en janvier 2022 (jusqu'en mars 2022) suite à l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2020. L'exploitation de la carrière ne reprendra qu'en septembre 2022 conformément aux dispositions de l'article 8.3.1.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 susvisé.
<b>Observations :</b> Observation n° 1: L'exploitant réunira une Commission Locale de Concertation et de Suivi du site d'ici la fin de l'année 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Dérivation des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Noue
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement au début de l'exploitation, une noue (ou un talus) est implantée au sud-ouest le long du périmètre, en aval (comme schématisé sur le plan ci-après). Cette dernière dirige les eaux vers l'emprise de la carrière.
<b>Constats :</b> Cette prescription n'est pas aujourd'hui adaptée au vu du profil topographique actuel de la carrière et des terrains alentours, et de l'extraction en cours au niveau de la 1 <sup>ère</sup> phase à l'opposé de l'endroit où la noue doit être créée. Cette prescription sera valable lorsque l'extraction sera opérée au niveau des phases 10, 11 et 12. La noue devra alors être créée avant l'exploitation de la phase 10, au sud-ouest le long du périmètre, en aval, tel que schématisé sur le plan figurant au chapitre 4.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020.  L'inspection constate toutefois, lors de la visite du site, qu'une noue existe déjà au niveau de l'emprise actuelle de la carrière, le long du boisement existant en limite Sud-Est et Sud-Ouest. L'exploitant prévoit quelques travaux de débroussaillage pour que cette noue de collecte des eaux soit pleinement fonctionnelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser dès le début des travaux d'exploitation puis tous les 2 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure.  Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.  Elles sont réalisées durant le fonctionnement du site : décapage, extraction, circulation des camions.  Les points de contrôle en zones à émergence réglementée et en limite d'exploitation sont indiqués sur le plan ci-après. A minima, les emplacements suivants feront l'objet d'un contrôle des niveaux sonores : 1 - Limite d'emprise Sud [limites de propriété] 2 - Limite d'emprise Nord-Est [limites de propriété] 3 - Limite d'emprise Nord [limites de propriété] 4 - Habitation au Lieu-dit « Dragueville » [Zone à émergence réglementée] 5 - Habitation au Lieu-dit « Le Chalet Vert » [Zone à émergence réglementée]
<b>Constats :</b> Aucune mesure des niveaux sonores et des émergences n'a encore été réalisée alors que la carrière a été exploitée entre janvier et mars 2022. L'exploitant prévoit de réaliser un contrôle des niveaux sonores à la reprise de l'exploitation de la carrière en septembre 2022.
<b>Observations :</b> Observation n° 2: L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des niveaux sonores dès réception et au plus tard au début du dernier trimestre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bornage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornage exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre d'exploitation.  Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée.  Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Des bornes ont été placées pour délimiter le périmètre d'exploitation de la carrière, dont certaines sont situées dans le champ exploité mitoyen au front de taille. Une partie du périmètre autorisé est aujourd'hui cultivée.  4 bornes de nivellement ont été posées au niveau du site et 3 autres au niveau de la route départementale RD258, et leurs cotes évaluées, pour apprécier le niveau du fond de fouille lors des relevés topographiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aménagements préalables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagements préalables
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début de l'exploitation, des aménagements sont à prévoir afin de préparer le chantier : <ul style="list-style-type: none"><li>- mettre en place une clôture sur l'ensemble du périmètre autorisé et une barrière cadénassée à l'entrée du site, et ce jusqu'à ce que le réaménagement du site ait fait l'objet d'une cessation d'activité et d'un récolement par l'inspection des installations classées. La clôture est réalisée en grillage de couleur neutre (vert foncé ou en acier galvanisé) à maille rectangulaire sur poteaux bois de type agricole ou métalliques de la même couleur que le grillage (pas de treillis soudé ou renforcé) ;</li><li>- si besoin, sécuriser et mettre en place une signalisation adaptée au niveau des traversées de routes et limiter la vitesse des engins à 10 km/h ;</li><li>- établir un relevé topographique du site d'étude (état zéro) afin de vérifier les cotes d'extraction à chaque instant ;</li><li>- baliser les stations de Renouée du Japon et de Buddléia de David installées sur le front de la marnière et procéder à leur lutte. La terre devra notamment être extraite sur une profondeur suffisante permettant de garantir l'extraction totale des rhizomes et racines.</li></ul>
<b>Constats : L'inspection constate le jour de la visite:</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- la présence de plusieurs barrières à l'entrée du site, dont une cadénassée ;</li><li>- qu'un panneau indiquant la référence de l'autorisation d'exploiter est apposé à l'entrée de la marnière ;</li><li>- que la société EURO est présente pour effectuer le relevé topographique initial de la marnière.</li><li>- des stations de Renouée du Japon installées sur le front de taille à l'Ouest de la marnière, non encore balisées. L'exploitant explique ce retard par le fait que ces espèces sont en fleurs, donc facilement repérables, en dehors de la période d'exploitation de la carrière.</li></ul> Par ailleurs, aucune clôture n'a été apposée sur l'ensemble du périmètre autorisée, et notamment en limite du front de taille, présentant ainsi un danger et risque de chute.

L'inspection observe que des poteaux ont été placés par l'exploitant dans le champ mitoyen pour délimiter le périmètre autorisé par arrêté du 24 novembre 2020, mais l'agriculteur a tout de même outrepassé ces bornes pour planter du blé jusqu'en limite du front de taille. L'exploitant déclare vouloir attendre dorénavant la moisson en août 2022 pour réaliser la clôture avant la reprise de l'exploitation de la marnière. Il est également conseillé à l'exploitant de réaliser, dès l'automne 2022, et conformément au chapitre 8.4 "Remise en état" des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020, la plantation de la haie champêtre (composée d'essences locales feuillues) sur la totalité du périmètre autorisé du site, de sorte qu'elle ait le temps de pousser et de prendre de l'ampleur pendant toute la période d'exploitation de la carrière.

**Écart réglementaire majeur n° 1 [mise en demeure] :** L'exploitant met en place, au plus tard avant le 31 août 2022 et avant toute reprise de l'exploitation de la carrière, une clôture sur l'ensemble du périmètre autorisé. Un merlon peut être édifié en lieu et place de la clôture au niveau du carreau de la carrière, pour délimiter la partie anciennement exploitée du périmètre autorisé par arrêté du 24 novembre 2020. Pour mémoire, la clôture doit être réalisée en grillage de couleur neutre (vert foncé ou en acier galvanisé) à maille rectangulaire sur poteaux bois de type agricole ou métalliques de la même couleur que le grillage (pas de treillis soudé ou renforcé).

Dans l'attente de la pose de cette clôture, l'exploitant met en place, à titre de mesure conservatoire, un dispositif sous sa responsabilité sur tout le pourtour de la marnière et suffisamment éloigné du front de taille (avec une distance a minima de 5 mètres) de manière à éviter tout accès et chute de personne ou d'engin agricole. Des pancartes sont également apposées pour signaler le danger de chute aux abords des zones dangereuses.

**Demande n° 2022-05/02 :** L'exploitant balisera, au plus tard sous un délai de deux mois, les stations d'espèces invasives installées sur le front de la marnière et procédera à leur élimination. La terre devra notamment être extraite sur une profondeur suffisante permettant de garantir l'extraction totale des rhizomes et racines.

L'inspection rappelle qu'il est possible de brûler les espèces invasives sur le carreau de carrière (pour éviter leur dissémination) sous réserve que l'annexe 2 à l'arrêté du 21 juillet 2020 (pris en application de l'article 84 du règlement sanitaire départemental de la Seine-Maritime, fixant de manière temporaire et dérogatoire les conditions dans lesquelles les déchets verts issus de la gestion sur les espaces naturels des plantes exotiques envahissantes peuvent être brûlés dans le département de la Seine-Maritime) soit complétée et transmise au préalable à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 76).

**Observations :** Observation n° 3 : l'exploitant apposera une signalisation sur le site de la carrière limitant la vitesse des engins à 10 km/h.

Observation n° 4 : L'exploitant transmettra à l'inspection le relevé topographique de la carrière (état zéro) dès réception.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation est réalisée en 12 phases successives (sur une période totale de 24 ans et 5 mois, les 7 derniers mois de la dernière année étant consacrés à la remise en état de la dernière phase) conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté [annexe 2].  La progression des fronts se fait vers l'Ouest.  Les caractéristiques du phasage (surface, volume, tonnage et durée d'exploitation) sont détaillées ci-après : Phase 1 - Surface 470 m <sup>2</sup> - Volume 6 080 m <sup>3</sup> - durée 1 an et 11 mois [...]
<b>Constats :</b> Au vu du registre présenté par l'exploitant le jour de la visite, l'inspection constate que seuls 590 m <sup>3</sup> de matériaux ont été extraits en janvier 2022 au niveau de la première phase d'exploitation depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2020. L'exploitant explique le retard pris par rapport au phasage initial acté dans l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 susvisé par l'absence d'exploitation de la carrière durant l'épidémie de Covid-19 et de la faible demande des agriculteurs. Il prévoit de faire un peu de publicité pour se faire connaître des agriculteurs locaux.
<b>Observations :</b> Observation n° 5 : L'exploitant veillera à ne pas accumuler trop de retard par rapport au phasage initialement acté dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Mesures évitement/réduction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures ERC
<b>Prescription contrôlée :</b> De manière à protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les différentes mesures d'évitement et de réduction présentées dans le dossier de demande d'autorisation et l'étude d'impact, et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la haie (merlon) et plantations réalisées antérieurement au niveau de l'entrée (en limite Sud-Est et Sud-Ouest) de la marnière sont conservées. Le boisement existant ne fait pas l'objet de coupe ni de dégradation ;</li><li>- la marnière ne fait pas l'objet d'exploitation du gisement, et donc de circulation sur le chemin d'accès, pendant la période de reproduction des oiseaux (soit entre mi-mars et mi-juillet) afin de ne pas déranger d'éventuelles populations nicheuses ;</li><li>- des procédures spécifiques sont mises en place pour limiter la dispersion des espèces exotiques envahissantes présentes au sein de l'aire d'étude et éviter l'introduction d'autres espèces ou de nouvelles stations sur l'ensemble des emprises du projet, dont a minima une mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante (via notamment l'arrachage spécifique pour lutter contre leur éventuelle dissémination) ;</li><li>- la remise en état du site est coordonnée suivant la progression de l'exploitation pour minimiser les surfaces d'exploitation « ouvertes ».</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"><li>- que la haie et les plantations réalisées antérieurement au niveau de l'entrée de la marnière sont bien conservées (le boisement existant n'a pas fait l'objet de coupe ni de dégradation) ;</li><li>- et que la carrière ne fait pas l'objet d'exploitation depuis mars 2022.</li></ul> <p>Aucune procédure spécifique n'a encore toutefois été mise en place par l'exploitant pour limiter la dispersion des espèces exotiques envahissantes présentes au sein de l'aire d'étude et éviter l'introduction d'autres espèces sur l'ensemble de l'emprise de la carrière.</p> <p><b>Demande n° 2022-05/03 :</b> L'exploitant met en place, au plus tard sous un délai d'un mois, des procédures spécifiques pour limiter la dispersion des espèces exotiques envahissantes présentes au sein du site et éviter l'introduction d'autres espèces ou de nouvelles stations sur l'ensemble des emprises de la marnière, dont a minima une mesure de surveillance et d'éradication de toute espèce exotique envahissante (via notamment l'arrachage spécifique pour lutter contre leur éventuelle dissémination).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Suivi écologique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivis écologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un suivi écologique (faune / flore) est réalisé tous les deux ans (pendant la durée de l'autorisation) pour évaluer la biodiversité présente sur le site et suivre son évolution dans le temps. Chacun des suivis écologiques fait l'objet d'un rapport illustré avec si besoin des recommandations. Les conclusions du suivi floristique et faunistique sont présentées à chaque réunion de la Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS).
<b>Constats :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un suivi écologique (faune/flore) doit être réalisé d'ici la fin d'année 2022 (voir début d'année 2023).
<b>Observations :</b> Observation n° 6 : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du suivi écologique dès sa réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Remise en état carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Apport matériaux extérieurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant, et conformément au plan de remise en état annexé au présent arrêté [annexe 3].</p> <p>La remise en état du site se fait de façon coordonnée à l'exploitation, et consiste à la mise en sécurité des fronts de taille et à une remise en place des terres de découverte sur le fond de fouille afin de favoriser la repousse et le reverdissement naturel du site.</p> <p>L'apport de matériaux extérieurs pour le réaménagement est prohibé.</p> <p>Les surfaces exploitées, les pentes et l'entrée sont ainsi reverdies au fur et mesure de l'avancement de l'exploitation, par régalage des terres de découvertes (préalablement décapées) sur une épaisseur de 30 cm minimum, pour permettre la stabilisation des sols, le développement d'espèces pionnières et la reconstitution d'un paysage homogène dans la vallée de l'Yères.</p> <p>Une haie champêtre composée d'essences locales feuillues est plantée sur la totalité du pourtour de la marnière et en sommet du front de taille (niveau du terrain naturel actuel). Cette haie est entretenue de sorte à intégrer à terme la clôture dans la végétation pour que celle-ci disparaisse visuellement.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate, au vu du registre présenté par l'exploitant le jour de la visite, que 468 m<sup>3</sup> de matériaux extérieurs en provenance de chantiers locaux réalisés par son entreprise de Travaux Publics (S.D.T.P - Société Declercq Travaux Publics basée à Canehan) ont été apportés sur le site de la carrière entre janvier 2022 et mars 2022, en vue de son remblaiement dans le cadre de la remise en état selon les dires de l'exploitant.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le chapitre 8.4 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 novembre 2020 interdit tout apport de matériaux extérieurs pour la remise en état de la carrière, et que le site doit être réaménagé conformément au plan annexé au présent arrêté (à savoir deux fronts sur tout le pourtour de la carrière, et régalage des terres de découvertes sur les surfaces exploitées, les pentes, les banquettes et le fond de fouille afin de favoriser la repousse et le reverdissement naturel du site).</p> <p>Un porter-à-connaissance devra préalablement être transmis à l'inspection conformément aux termes de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020, en vue d'être instruit, si l'exploitant souhaite modifier les conditions de réaménagement de la carrière.</p> <p><b>Demande n° 2022-05/04 : L'exploitant évacuera, au plus tard sous un délai d'un mois, les matériaux extérieurs stockés sur le site de la carrière.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Annexe : Planche photographique des constats réalisés le 18 mai 2022**



Périmètre d'exploitation à délimiter (via un merlon)



Périmètre d'exploitation non clôturé



Stockages de terres extérieures (sur le monticule à droite) à évacuer du site